



Journée scientifique de la Société suisse de législation, Berne, le 8 mai 2026

30 ans de travail législatif sans l'intelligence artificielle une rétrospective

Gérard Caussignac
Chancellerie d'État du canton de Berne
Office du bilinguisme, de la législation et des ressources



Sommaire

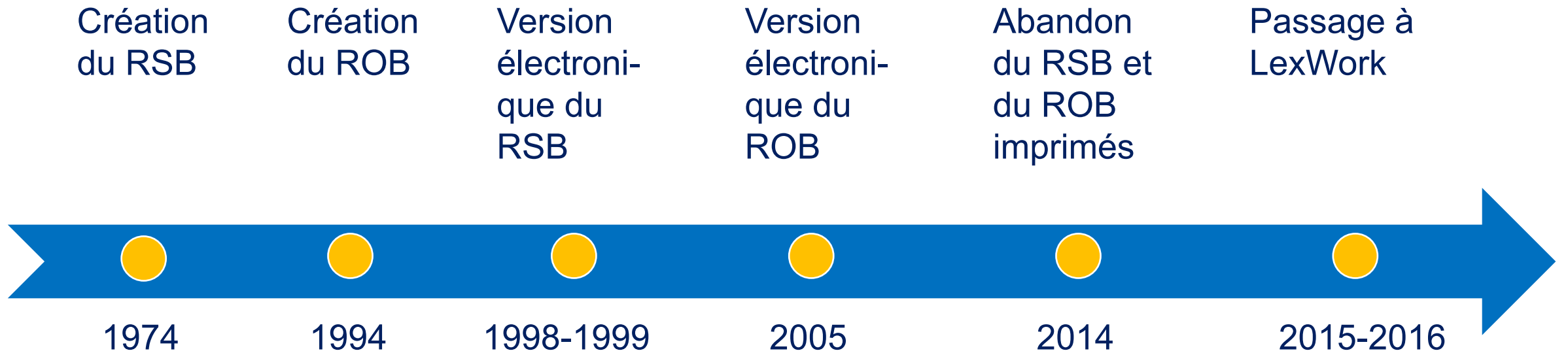
1. Introduction
2. Travail sur papier et sur ordinateur
3. Début des années 90
4. Recueil systématique des lois bernoises (RSB) et Recueil officiel des lois bernoises (ROB)
5. Evolution des outils de travail, maintien des procédures
6. Activité législative des 30 dernières années
7. Statistiques
8. Constats et enseignements
9. Remerciements

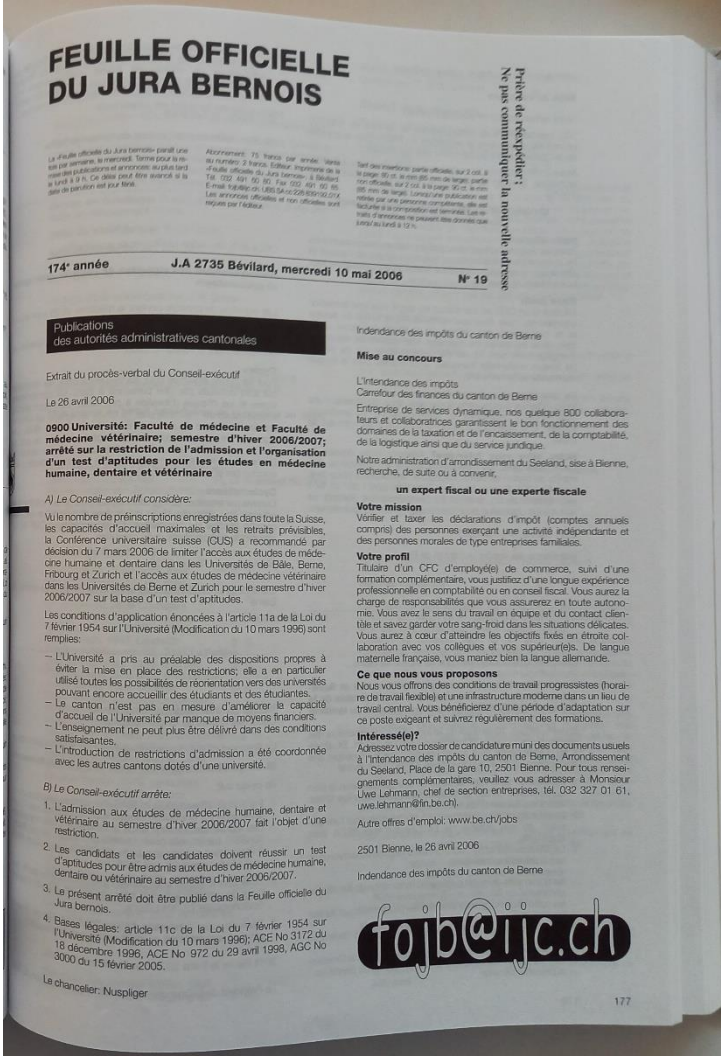
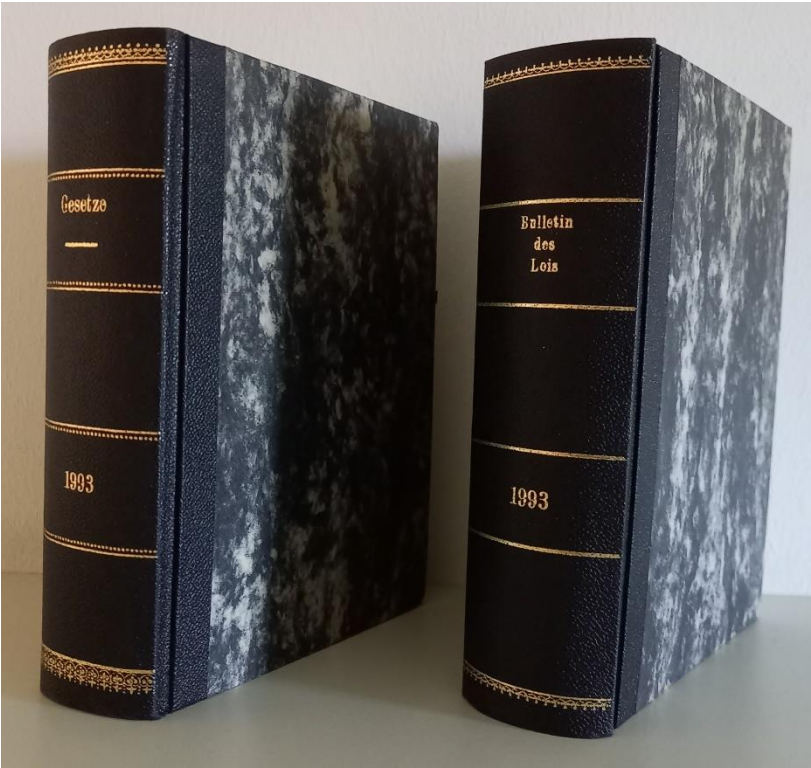






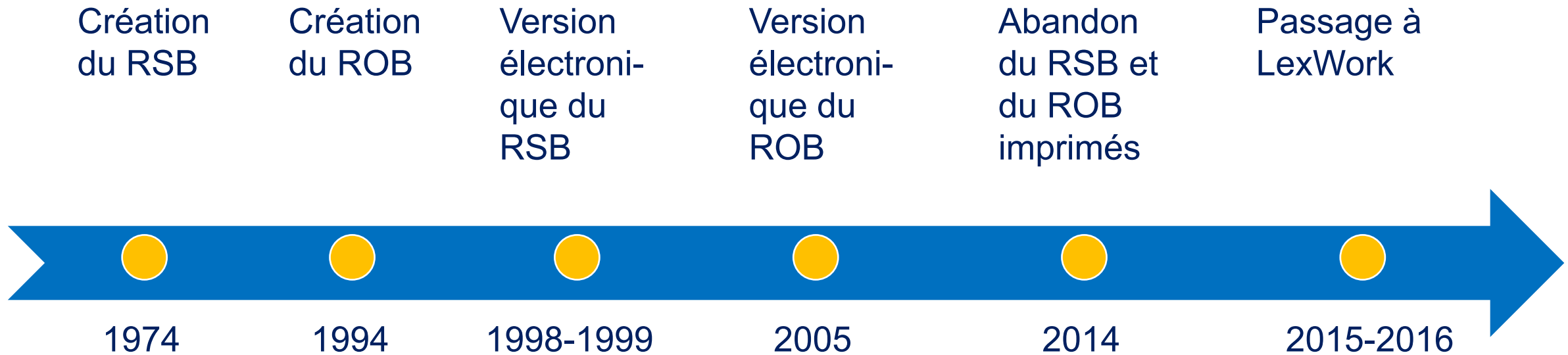
Historique du RSB et du ROB







Historique du RSB et du ROB





 LexWork
Canton de Berne

 FR  Gérard Caussignac 

 Dossiers Collection systématique Collection chronologique Index Utilisateurs Exports



Dossiers

Gestion des dossiers, rédaction structurée de documents



Collection systématique

Publication de documents non structurés, aperçu des documents et versions



Collection chronologique

Gestion du recueil officiel



Index

Gestion de l'index des mots-clé



Utilisateurs

Gestions des utilisateurs et des droits d'accès



Exports

Exports de données pour l'aperçu, l'analyse ou l'archivage

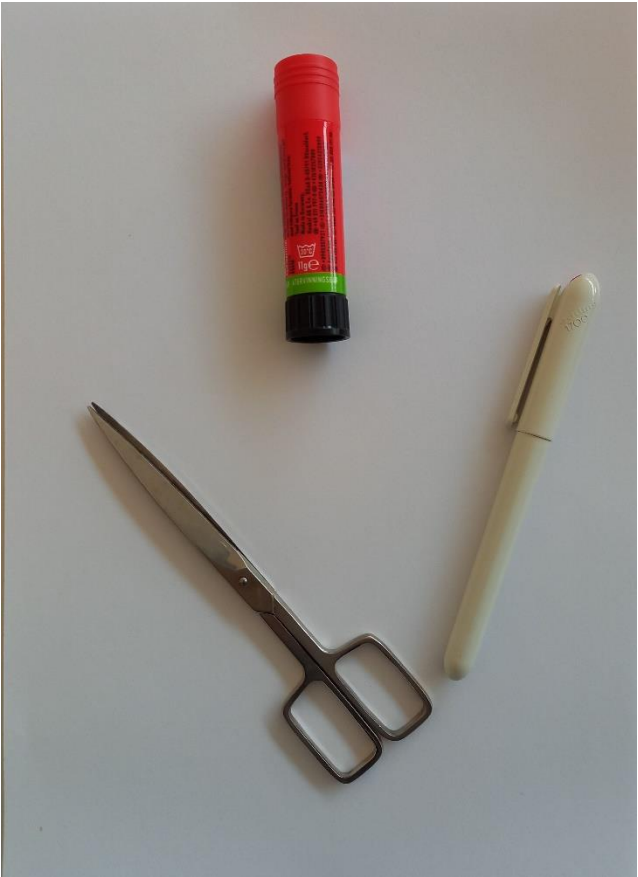


Aide

Mode d'emploi et documentation

©2026 LexWork | 5.1.5

 powered by Sitrox



Recueil systématique des lois bernoises (RSB)

29.4.13

Complément 55 / Partie 1

Jour déterminant: 1.1.2013

Directives pour l'adaptation

à enlever		à introduire		se rattache à	
1/1		1/1			
Introduction	XVII/XVIII	Introduction	XVII/XVIII		
Table systématique	1-4	Table systématique	1-4		
101.1	25-32	101.1	25-33		M
102.1	3-16	102.1	3-16		M
102.111	3-9	102.111	3-8		M
122.161	1-5	122.161	1-5		M
123.22	3-5	123.22	3-6		M
141.1	1/2, 7/8, 37/38, 41	141.1	1/2, 7/8, 37/38, 41		M
141.113	3/4, 7	141.113	3/4, 7		M
151.21	11/12, 33	151.21	11/12, 33		M
1/2		1/2			
Table systématique	1-7	Table systématique	1-7		
152.01	7-44	152.01	7-45		M
152.05	3/4, 7	152.05	3/4, 7/8		M
152.051	1-38	152.051	1-41		M
		152.211.1	1-7	152.211	N
152.221.121	1-16	152.221.121	1-16		M
152.221.131	1/2, 7-13	152.221.131	1/2, 7-13		M
152.321	3/4	152.321	3/4		n
152.322.1	1-9	152.322.1	1-10		M
153.01	1-4, 37/38	153.01	1-4, 37/38		M
153.011.1	1-84	153.011.1	1-89		M
154.21	11-14, 21-118	154.21	11-14, 21-122		M
154.61	1-4	154.61	1-4		M

A Abrogation

C Correction

D Dépassé

M Modification

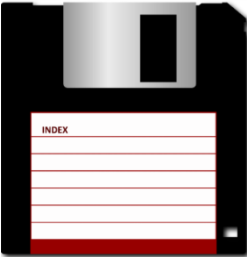
N Nouvel acte législatif

n Note

R Renvoi

V Mise en vigueur

Tourner s.v.p.





 LexWork
Canton de Berne

 FR  Gérard Caussignac 

 Dossiers Collection systématique Collection chronologique Index Utilisateurs Exports



Dossiers

Gestion des dossiers, rédaction structurée de documents



Collection systématique

Publication de documents non structurés, aperçu des documents et versions



Collection chronologique

Gestion du recueil officiel



Index

Gestion de l'index des mots-clé



Utilisateurs

Gestions des utilisateurs et des droits d'accès



Exports

Exports de données pour l'aperçu, l'analyse ou l'archivage



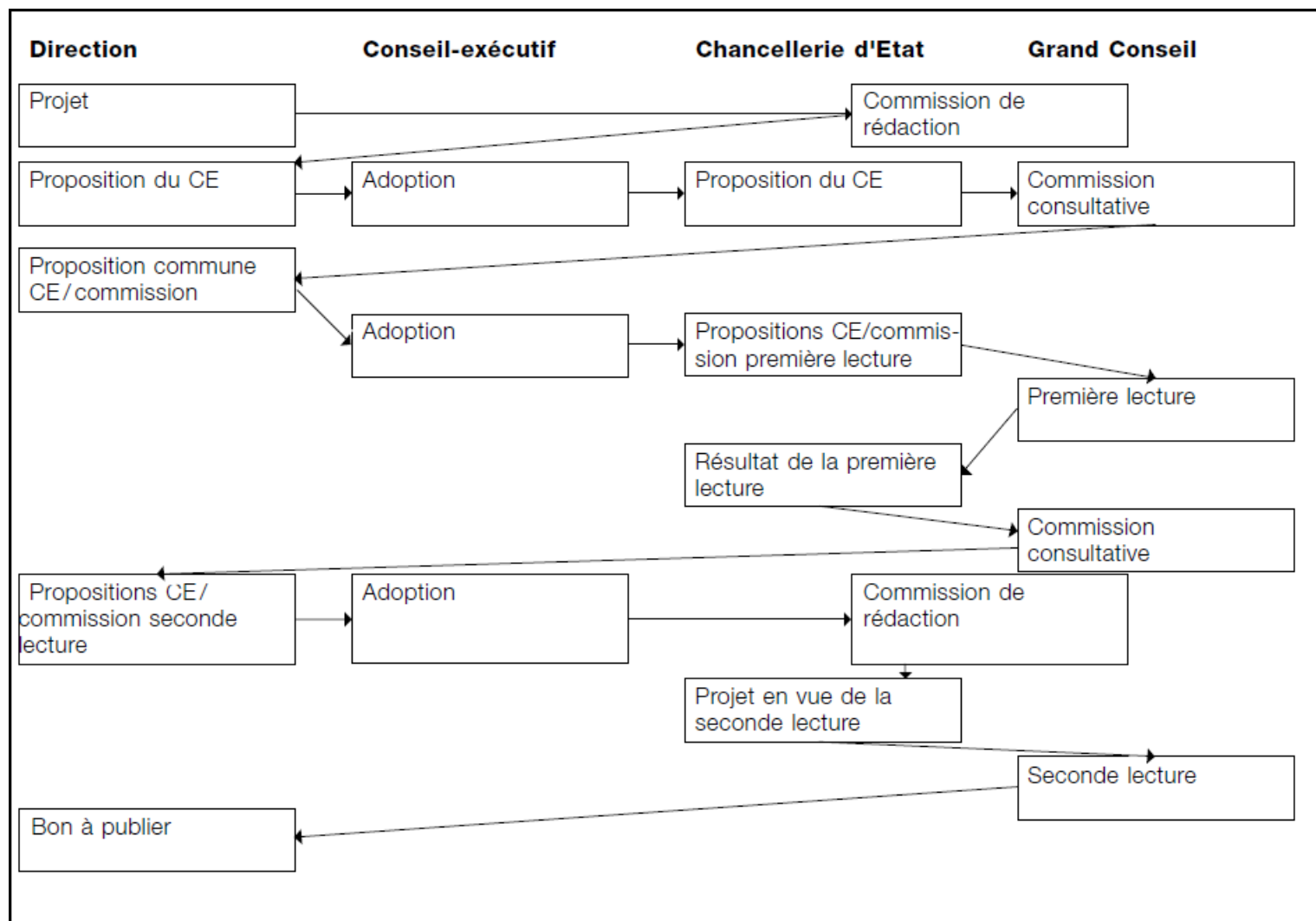
Aide

Mode d'emploi et documentation

©2026 LexWork | 5.1.5

 powered by Sitrox

Procédure parlementaire (loi)







Programme législatif de mise en œuvre de la Constitution

Gemeinsamer Antrag des Regierungsrates und der Kommission

Grossratsbeschluss betreffend das Rechtsetzungsprogramm zur Einführung der neuen Verfassung

Der Grosse Rat des Kantons Bern,
in Ausführung von Artikel 133 Absatz 2 der Kantonsverfassung vom
6. Juni 1993,
auf Antrag des Regierungsrates
beschliesst:

I.

Der Grosse Rat nimmt davon Kenntnis, dass alle Rechtsetzungsarbeiten, die bis zum Inkrafttreten der neuen Verfassung am 1. Januar 1995 vollendet sein müssen, bereits weit fortgeschritten sind. Entsprechende Vorlagen sind dem Grossen Rat teilweise bereits zugestellt worden.

II.

Der Regierungsrat wird beauftragt,
a die gestützt auf die neue Verfassung notwendigen materiellen Anpassungen dem Grossen Rat wie folgt zur ersten Lesung vorzulegen: Spätestens bis

1994: Gesetz über die Organisation der Gerichtsbehörden

Gesetz über das Strafverfahren

Gesetz über die Regierungstatthalter

Gemeindengesetz

Organisationsgesetz

Kirchengesetz

Fürsorgegesetz

1995: Gesetz über die Katastrophenhilfe und Gesamtverteidigung

1996: Gesetz über die Anerkennung der israelitischen Gemeinden,

Medienförderungsgesetz

1997: Gesundheitsgesetz

b alle anderen materiellen Anpassungen auf Gesetzes- und Dekretsstufe dem Grossen Rat ohne Verzug vorzulegen.

c dem Grossen Rat über die Einführung der neuen Verfassung im Jahr 1997 Bericht zu erstatten.

2

Bern, 2. Juni/18. August 1993

Im Namen des Regierungsrates

Der Präsident: *Fehr*

Der Staatsschreiber: *Nuspliger*

Bern, 10. August 1993

Im Namen der Kommission

Der Präsident: *Allenbach*





1987

10
novembre
1987

**Loi
sur les finances de l'Etat de Berne
(Loi sur les finances, LFE)**

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

I. Champ d'application

Article premier Les dispositions de la présente loi régissent la gestion des finances de l'administration cantonale, y compris ses propres établissements non autonomes, c'est-à-dire en particulier le plan financier, le budget, le compte d'Etat et les crédits.

II. Principes de la gestion financière

Art. 2 ¹ Le Grand Conseil et le Conseil-exécutif gèrent les finances de l'Etat selon les principes de la légalité, de l'emploi économe et rentable des fonds, du paiement par l'utilisateur et de la non-affectation des impôts principaux. L'art. 91, 3^e al. de la Constitution cantonale est réservé.

² Toute dépense suppose une base légale suffisante, un crédit budgétaire et une autorisation émanant de l'organe compétent en matière financière.

³ Le compte de fonctionnement doit être équilibré à moyen terme.

⁴ L'autorité qui élabore un acte législatif doit apprécier les répercussions financières de cet acte et proposer les moyens nécessaires à la couverture des dépenses.

Art. 3 ¹ La comptabilité doit donner une situation claire, complète et véridique de la gestion financière, des patrimoines administratif et financier et des dettes. Le plan financier, le budget, le compte d'Etat, le contrôle des crédits d'engagement et la statistique financière sont établis dans ce but.

² La comptabilité est établie selon les principes suivants: annualité, clarté, universalité et antériorité du vote du budget; l'inscription des montants figurant au budget est soumise aux principes suivants: produit brut, échéance, spécialités qualitative, quantitative et temporelle (principe du détail).

Principes généraux

Principes de la comptabilité

822

2002

26
mars
2002

**Loi
sur le pilotage des finances et des prestations (LFP)**

Le Grand Conseil du canton de Berne
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

1. Dispositions fondamentales

Art. 1 La présente loi règle
a la gestion financière,
b les dépenses et les autorisations de dépenses,
c le pilotage des finances et des prestations,
d les principes régissant la perception des émoluments.

Art. 2 ¹ La présente loi s'applique aux autorités cantonales et à l'administration, y compris aux établissements qui ne sont pas dotés de la personnalité juridique.
² La législation spéciale peut prévoir que la présente loi s'applique également aux établissements qui sont dotés de la personnalité juridique ou à d'autres institutions autonomes du droit cantonal.

Art. 3 ¹ Le Grand Conseil, le Conseil-exécutif et l'administration assurent le pilotage des finances et des prestations ainsi que la gestion financière, en mettant l'accent sur
a la direction stratégique,
b les effets produits par l'action publique,
c les prestations fournies par l'administration,
d les coûts et les rentrées financières
² Mettre l'accent sur la direction stratégique implique en particulier que
a le canton agisse conformément à la Constitution et à la loi;
b le compte de fonctionnement soit équilibré à moyen terme (art. 101, al. 1 de la Constitution cantonale; ConstC¹);
c le découvert du bilan soit réduit à moyen terme au moyen d'excédents du compte de fonctionnement;
d la situation conjoncturelle soit prise en considération (art. 101, al. 1 ConstC);

Objet

Champ d'application

Principes généraux

¹ RSB 101.1

414/5

ROB 03-115

2022

1

**Loi
sur les finances (LFin)**
du 15.06.2022

Acte(s) législatif(s) de la présente publication :
Nouveau : 620.0
Modifié(s) : 152.04 | 152.05 | 153.01 | 161.1 | 551.1
Abrogé(s) : 620.0

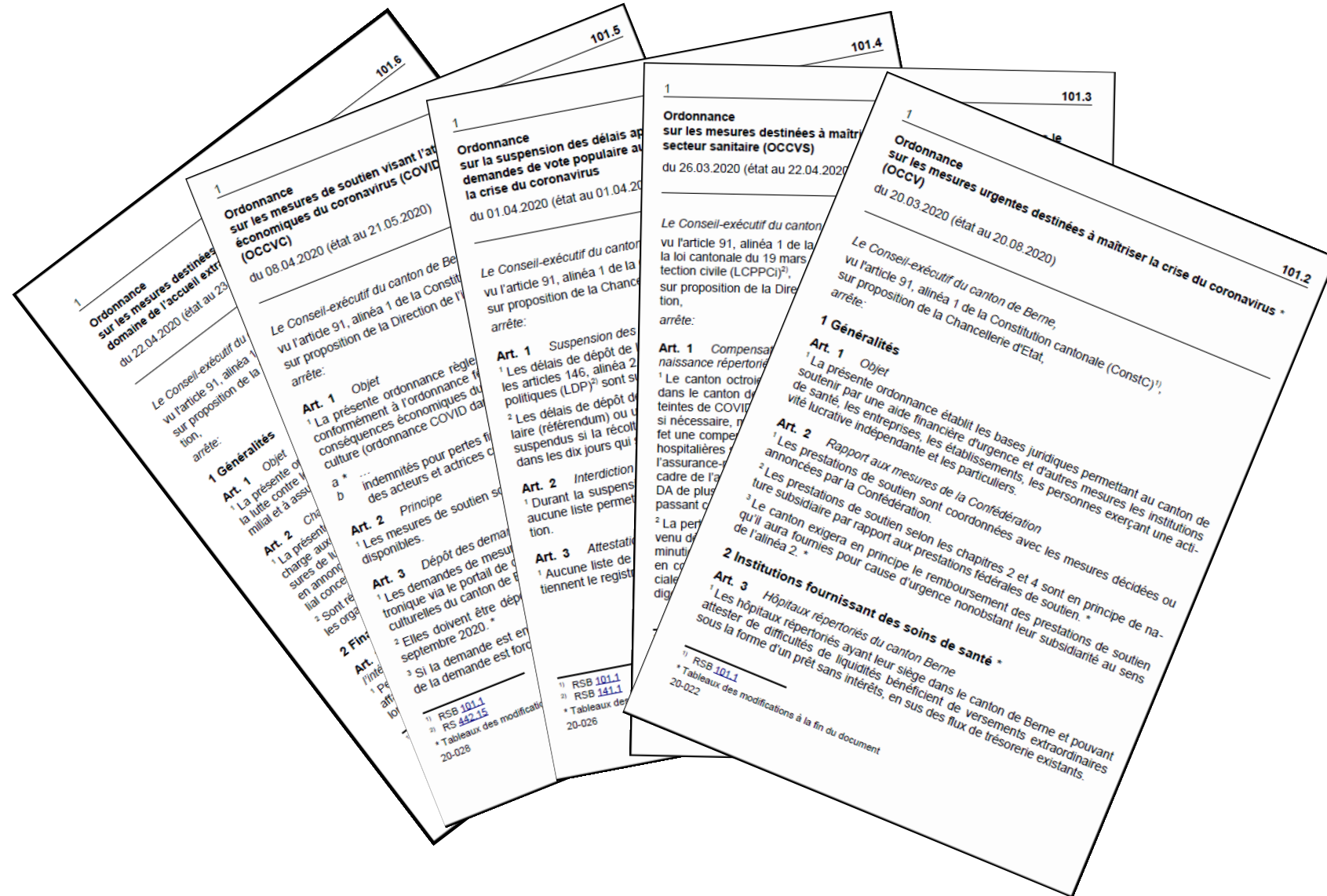
Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

I.

1 Dispositions fondamentales

Art. 1 *Objet*
¹ La présente loi règle
a le pilotage global des finances,
b le pilotage des finances et des prestations,
c les dépenses et les autorisations de dépenses,
d la présentation des comptes,
e l'organisation des finances,
f les principes régissant la perception des émoluments.

Art. 2 *Champ d'application*
¹ La présente loi s'applique aux autorités cantonales (autorités) et à l'administration cantonale (administration).
² La législation spéciale peut prévoir que la présente loi s'applique aussi à des établissements et à d'autres organisations autonomes du droit cantonal.





Nombre d'actes législatifs 1992/2026

Catégorie	1992	2026	Différence
Lois*	121	139	18
Décrets	198	22	-176
Ordonnances	429	301	-128
Accords intercantonaux	40	103	63
Total	788	565	-223
* y compris Constitution			
Autres	134	140	6
Total	922	705	-217

Densité normative ancien droit / droit en vigueur

Droits politiques

Acte (ancien)	Articles	Acte (en vigueur)	Articles	%
Loi 05.05.1980	101	LDP 01.06.2025	172	
Décret 05.05.1980	39	---	---	
Ordonnance 10.12.1980	51	ODP 01.06.2025	74	
Total	191		246	
Différence			55	29%

Densité normative ancien droit / droit en vigueur

Grand Conseil

Acte (ancien)	Articles	Acte (en vigueur)	Articles	%
Loi 08.11.1988	72	LGC 01.04.2024	110	
Règlement 09.05.1989	108	RGC 01.07.2025	139	
Total	180		249	
Différence			69	38%

Densité normative ancien droit / droit en vigueur

Protection des données

Acte (ancien)	Articles	Acte (en vigueur)	Articles	%
Loi 19.02.1986	42	LCPD 03.12.2025	64	
Ordonnance 22.10.2008	18	OCPD (pas encore adoptée)	21	
Total	60		85	
Différence			25	42%

Densité normative ancien droit / droit en vigueur

Police (lois)

Acte (ancien)	Articles	Acte (en vigueur)	Articles	%
Loi 08.06.1997	66	LPol 01.08.2024	189	
Loi 20.06.1996 (LPC)	15	---	---	
Total	81		189	
Différence			108	133%

Densité normative ancien droit / droit en vigueur

Police (ordonnances)

Acte (ancien)	Articles	Acte (en vigueur)	Articles	%
Ordonnance 07.10.2007	18	OPol 01.08.2024	86	
Ordonnance vidéo-surveillance 24.09.2009	18	---	---	
Ordonnance sur l'admission des aspirants dans la police 29.10.1997	7	---	---	
Total	43		86	
Différence			43	100%

Densité normative ancien droit / droit en vigueur

Police (récapitulatif)

Acte (ancien)	Articles	Acte (en vigueur)	Articles	%
Lois	81	LPol	189	
Ordonnances	43	Opol	86	
Total	124		275	
Différence			151	122%

Densité normative ancien droit / droit en vigueur

Protection de la population et protection civile

Acte (ancien)	Articles	Acte (en vigueur)	Articles	%
Loi 24.06.2004	84	LCPP 01.01.2026	86	
---	---	LCPCi 01.01.2026	32	
Ordonnance protection de la population 27.10.2004	62	OCPP 01.01.2026	118	
Ordonnance protection civile 27.10.2004	38	OCPCi 01.01.2026	31	
Total	184		267	
Différence			83	45%

Densité normative ancien droit / droit en vigueur

Finances

Acte (ancien)	Articles	Acte (en vigueur)	Articles	%
Loi 10.11.1987	48	LFin 01.12.2023	75	
Ordonnance 26.09.1988	108	OFin 01.01.2023	105	
Total	156		180	
Différence			24	15%

Densité normative ancien droit / droit en vigueur

Aide sociale

Acte (ancien)	Articles	Acte (en vigueur)	Articles	%
Loi 03.12.1961	161	LASoc 01.01.2024	97	
---	---	LPASoc 01.01.2024	144	
---	---	LPHand 01.01.2024	75	
---	---	LAAR 01.01.2026	69	
Total	161		385	
Différence			224	139%

Densité normative ancien droit / droit en vigueur

Marchés publics

Acte (ancien)	Articles	Acte (en vigueur)	Articles	%
Loi d'adhésion AIMP 22.11.1997	8	LAIMP 01.02.2022	12	
Accord intercantonal AIMP 25.11.1994/15.03.2001	22	AIMP 15.11.2019	65	
Total	30		77	
Différence			47	156%



Densité normative ancien droit / droit en vigueur

Organisation judiciaire

Acte (ancien)	Articles	Acte (en vigueur)	Articles	%
Loi 14.03.1995	113	LOJM 01.05.2026	114	
Total	113		114	
Différence			1	< 1%

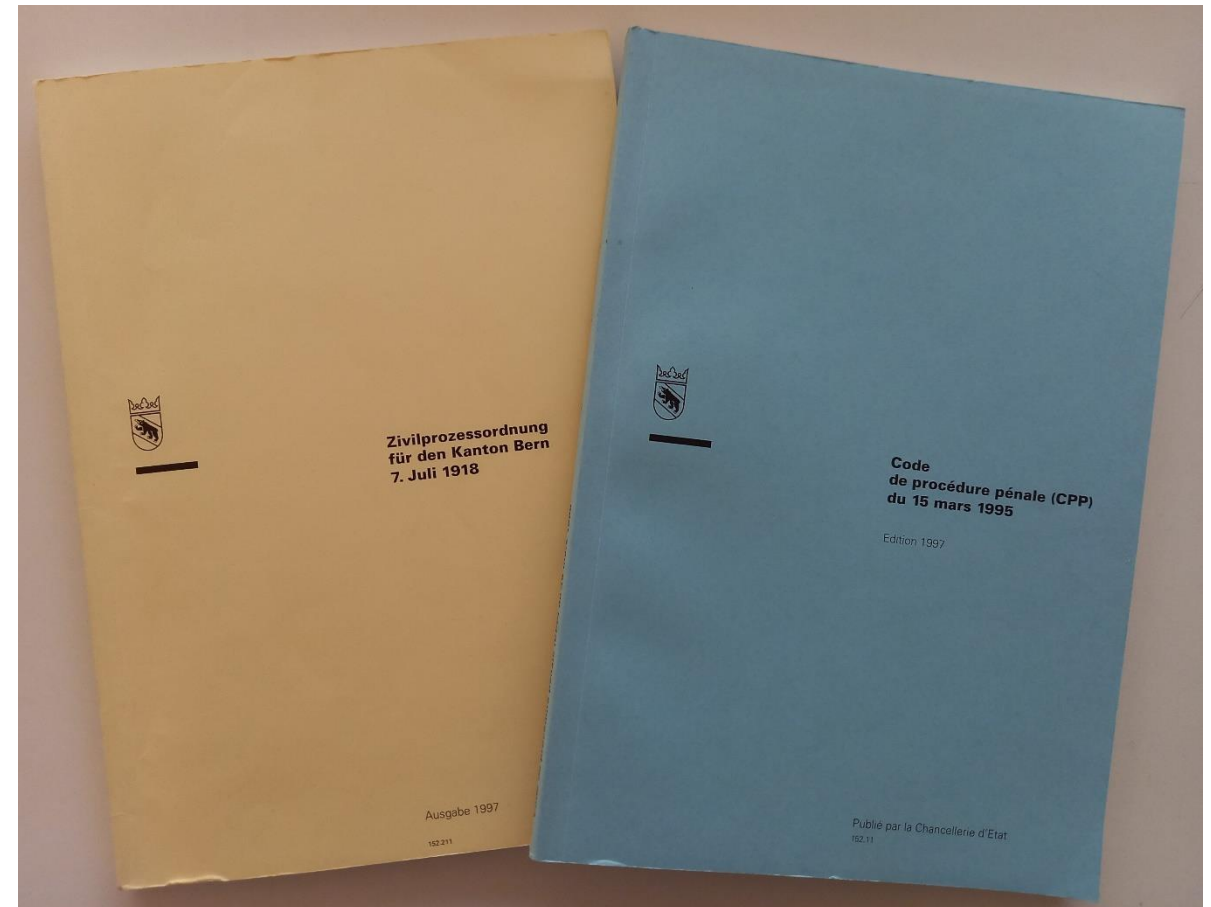
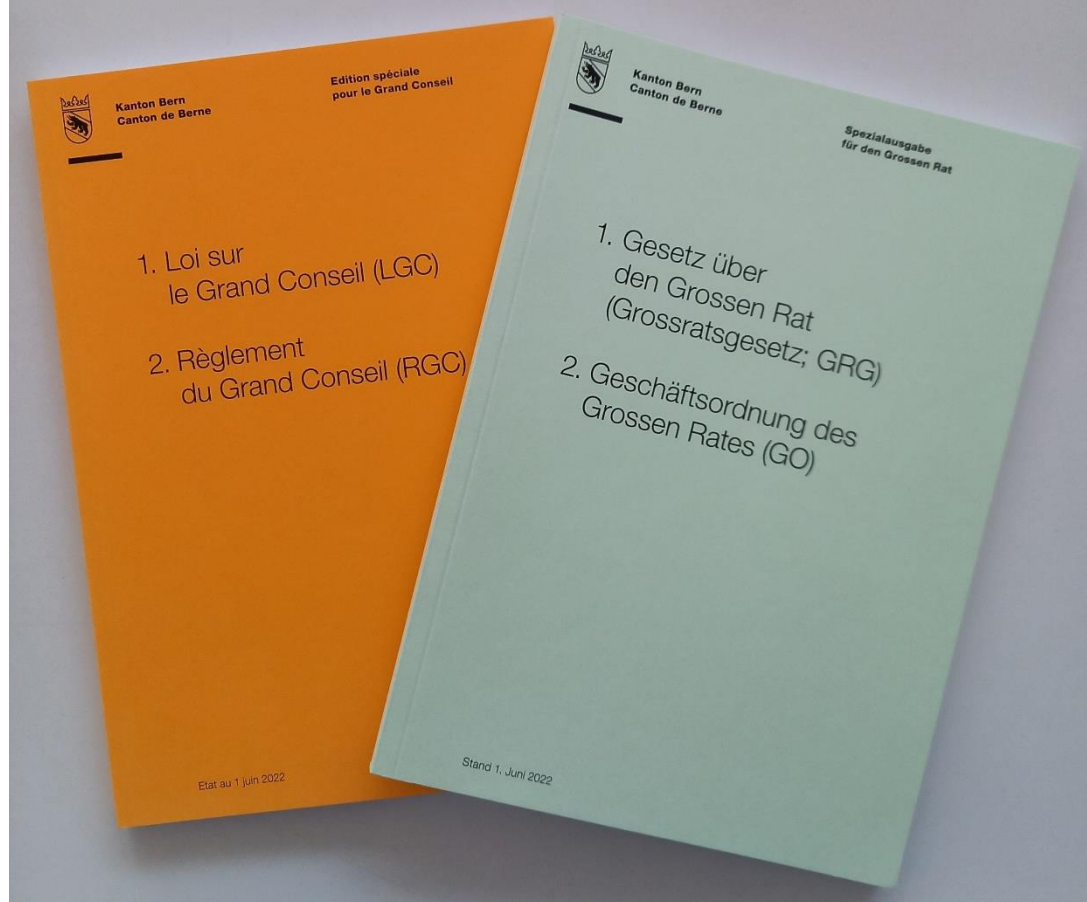
Densité normative ancien droit / droit en vigueur

Organisation de Directions et de la Chancellerie d'État

Acte (ancien)	Articles	Acte (en vigueur)	Articles	%
Décret organisation CHA 07.11.1989	19	OO CHA 01.01.2024	22	
Décret organisation INS 15.08.1988	19	OO INC	19	
Décret organisation FIN 06.09.1983	18	OO FIN	17	
Total	56		58	
Différence			2	3,5%

Constats et enseignements

- Approfondissement des connaissances en droit bernois
- Bilinguisme cantonal
- Pluridisciplinarité de l'activité législative
- Éléments déterminants d'une norme
- Facteur temps
- Juristes légistes



Constats et enseignements

- Approfondissement des connaissances en droit bernois
- **Bilinguisme cantonal**
- Pluridisciplinarité de l'activité législative
- Éléments déterminants d'une norme
- Facteur temps
- Juristes légistes

Constats et enseignements

- Approfondissement des connaissances en droit bernois
- Bilinguisme cantonal
- **Pluridisciplinarité de l'activité législative**
- Éléments déterminants d'une norme
- Facteur temps
- Juristes légistes

Constats et enseignements

- Approfondissement des connaissances en droit bernois
- Bilinguisme cantonal
- Pluridisciplinarité de l'activité législative
- **Éléments déterminants d'une norme**
- Facteur temps
- Juristes légistes

Accord d'exécution entre le canton de Berne et la République et Canton du Jura relatif au transfert de la commune municipale de Moutier dans le canton du Jura concernant les procédures pendantes devant les autorités judiciaires (Accord d'exécution n° 28)

Art. 2 Champ d'application

¹ Le présent accord s'applique dans le canton de Berne :

- a. à toutes les instances décisionnelles de la Cour suprême (Tribunal de commerce, Chambres civiles, Tribunal de la protection de l'enfant et de l'adulte, Autorité de surveillance en matière de poursuite et de faillite, Chambres pénales, Chambre de recours pénale) ;
- b. à toutes les instances décisionnelles du Tribunal administratif (Cour des affaires de langue française, Cour de droit administratif, Cour des assurances sociales) ;
- c. ...

Art. 15 Information des avocates et avocats ...

¹ Dès l'adoption du présent accord, la Cour suprême, le Tribunal administratif et le Tribunal cantonal procèdent à une communication simultanée aux deux associations cantonales des avocats, afin de leur en donner connaissance.

Constats et enseignements

- Approfondissement des connaissances en droit bernois
- Bilinguisme cantonal
- Pluridisciplinarité de l'activité législative
- Éléments déterminants d'une norme
- **Facteur temps**
- Juristes légistes

Constats et enseignements

- Approfondissement des connaissances en droit bernois
- Bilinguisme cantonal
- Pluridisciplinarité de l'activité législative
- Éléments déterminants d'une norme
- Facteur temps
- Juristes légistes





Contact

Gérard Caussignac

gerard.caussignac@be.ch

+41 31 633 75 23